



LA PAGE D'INFOS DE LA CGT TRESOR DE L'YONNE N° 4 de 2006 spécial compte rendu du CTPL

Secrétaire : Alain GUYADER E-Mail : a.guyader@wanadoo.fr
Tel : 03 86 64 99 05

COMPTE RENDU DU CTPL DU 30 mars 2006 Des réponses tant attendues des crédits insuffisants

Ordre du jour :

- Le budget 2005
- Le budget 2006
- Les opérations immobilières
- Questions diverses

Dans sa **déclaration liminaire** la CGT est revenue :

- sur quelques aspects de la situation générale avant l'examen des points à l'ordre du jour : notamment sur les actions pour le retrait du CPE. La mobilisation ne cesse de grandir, comme la perception des enjeux réels et des objectifs poursuivis par le gouvernement : **faire de la précarité la norme en France pour l'ensemble des salariés.**

- sur le **non respect des textes** en ce qui concerne les délais de transmission des documents préparatoires aux questions à l'ordre du jour du CTPL . Elle a protesté contre l'envoi tardif des documents ne permettant ni une préparation collective ni de contacter les agents .

Elle a demandé :

- que la question du **stationnement** pour les agents de la trésorerie générale fasse l'objet d'une large concertation avec les personnels et les syndicats compte tenu de la situation non satisfaisante, des nombreuses mutations de personnels et des modifications du site lui même.
- que **l'état des services 2005** soit à l'ordre du jour d'un prochain CTPL comme les textes le prévoient.

Elle a par ailleurs rappelé qu'elle avait souhaité que la réunion du CHS se tienne avant la réunion du CTPL afin que celui-ci prenne mieux en compte les demandes non retenues. Malheureusement le CHS se réunira le 31 mars.

1- le budget 2005

La CGT a tout d'abord rappelé son opposition à l'outil de gestion qui s'appelle COGITO et à l'utilisation qui est faite de la LOLF pour justifier toute amputation de crédits .

Comme l'année dernière, les représentants du personnel sont mis devant le fait accompli d'une modification très significative des budgets alloués aux postes et à la TG, sans information , ni consultation du CTPL. C'est inadmissible .

Quant aux demandes d'information précises faites par la CGT en fin d'année 2005, et à plusieurs reprises en début d'année 2006, elles sont restées lettres mortes.

Puis elle a fait quelques remarques générales sur les chiffres 2005 :

- une diminution de 127 000 euros des dépenses en 2005 par rapport à 2004 **avec - 210 000 euros en fonctionnement courant** (– 149 000 pour les frais de poursuite, – 108 000 euros pour les locations immobilières et – 12 000 pour les déplacements) avec **61 532 euros** non utilisés.

- la demande d'un remboursement **des frais de déplacement** à hauteur des frais occasionnés par les agents paraissait trop élevée (5050 euros).

On voit aujourd'hui **qu'il était tout à fait possible de financer cette demande.**

- **les travaux** de relogement, de réfection , de restructuration ne sont pas réalisés dans une douzaine de postes.

- **l'installation téléphonique** a été renouvelée dans 8 postes en 2005

- sur **le mobilier** , comme on a déjà eu l'occasion d'en parler , les dépenses dépassent de plus de 107 000€ les prévisions de décembre. Alors que restent en instance des demandes des postes non satisfaites : ces achats ne paraissaient pas des plus urgents, ils ne visaient qu'à dépenser les crédits.

La CGT a insisté sur le fait que **les postes restructurés** ont des conditions de travail dégradées depuis plusieurs années : Courson, Vermenton, Pont sur Yonne, Paierie, point noir depuis longtemps.....

La CGT redemande pour l'avenir une information en continue sur les réalisations décidées en CTPL comme cela se pratique en CHS. Le dialogue social et la transparence ont du mal à dépasser le stade des bonnes intentions.

FO a fait la même demande d'informations au fil de l'eau.

Informations données par l'administration :

Les crédits 2005 , plus les reports 2004, pour un total de 1 899 515 euros ont été complétés en cours d'année de dotations spécifiques (fongibles ou non) pour atteindre un budget total de 2 198 363 euros . Les dépenses dépassent les 97% comme prévu par la LOLF.

Les dotations n'ont pas toutes été utilisées en 2005. Il y a une fongibilité totale , les comptables gèrent leurs budgets. Des crédits sont délégués pour des opérations bien précises ne nécessitant donc pas de consultation du CTPL. Et pour les autres !!!!!

Pour les loyers, nous avons changé les pratiques de versement à terme échu.

Pour les frais de poursuites, nous avons réorganisé le suivi des états. Les estimations faites à partir des factures en instance se sont révélées surestimées.

Pour les autocommutateurs, nous essayons de récupérer des crédits auprès de la DGCP.

Pour l'affranchissement, nous travaillons avec la poste pour des économies possibles.

Le Fondé de Pouvoir a rappelé que la bonne gestion des moyens faisait partie de la notation des comptables.

VOTES : Administration : pour

FO : abstention ,

CGT : contre en raison de crédits insuffisants et du manque de transparence . En effet, il nous aura fallu attendre le 30 mars 2006 pour avoir le bilan 2005, alors que nous l'avons demandé à plusieurs reprises. D'ailleurs les documents fournis ont été édités le 30 janvier 2006 : ils pouvaient donc être transmis. Une fois de plus les lignes budgétaires ont été modifiées, y compris après le CTPL du 1^{er} décembre, sans que l'on en soit informé.

2 - le budget 2006

Observations de la CGT :

Le montant du budget initial semble présenter une augmentation par rapport à 2005 de plus de 74 000 euros mais en fait les nouvelles dotations dépassent les 114 000 euros (cf lignes Domanial et Dépenses informatiques du tableau ci-après) .

Donc pour cette 1^{ère} phase d'élaboration du budget nous avons moins qu'en 2005, ce qui aura forcément des répercussions sur les crédits alloués aux postes.

DOTATION BUDGETAIRE 2006

A- BASE BUDGETAIRE DEPARTEMENTALE 2005 NETTE :	1 842 754
B- BASE BUDGETAIRE DEPARTEMENTALE 2006 APRES ARBITRAGES :	1 842 754
C- ALLOCATIONS RECONDUCTIBLES :	
— -C1- Abondement ou reprise de loyers	0
— -C2- Transport de fonds	17 717
— -C3- Autre fonctionnement	0
D- EVOLUTIONS 2006 (B+C)/A	0,96%
E- DECONCENTRATIONS	
— -E1- Services de contrôle de la redevance	9 960
— -E2- DRCA	0
— -E3- Pôles nationaux	0
— -E4- Nouvelles activités issues de la redevance (CPS, etc)	0
F- TOTAL = B+C+E	1 970 431
G- Réserve de l'article 51-4bis de la LOLF = F (2%)	37 409
H- Dotation de 1er niveau = F-G :	1 833 022
I- Dotation de 2ème niveau = I1+I2+I3+I4 :	114 149
— -I1- Domanial	16 701
— -I2- Dépenses informatiques	97 448
— -I3- Frais d'affranchissement des DI	0
— -I4- PI Hélios	0
J- Frais de poursuites et de contentieux (ex chapitre 15-03 art. 30 par. 30 à 60) :	8 800
K- BUDGET GLOBAL 2006 (H+I+J)	1 955 971

On voit à partir des différentes lignes (voir tableau comparatif page suivante) qu'il est très insuffisant :

- pour l'affranchissement (dépenses 2004 = 481 000, dépenses 2005 = 495 000 et budget 2006 = 475 000 euros) ,

- pour les locations immobilières car il semble que les dépenses 2005 n'aient pas toutes été réglées en 2005 d'où le plus pour 2006,

- pour les frais de poursuites avec seulement 169 000 euros alors que les dépenses de 2005 avoisinaient les 200 000 euros, 2005 étant une année où ces dépenses étaient regardées de près, pour ne pas dire plus.

Nous relevons aussi la nouvelle baisse importante sur les frais de déplacement.

BUDGETS 2004 à 2006 et REALISATIONS 2004 et 2005

Poste budgétaire	budgets initial 2004	dépenses 2004	budgets initial 2005	dépenses 2005	budgets initial 2006
Fluides	113 629	116 321	106 863	119 958	115 014
Nettoyage	59 952	57 572	60 139	68 605	69 710
Imprimés	40 947	60 580	50 921	34 484	43 740
Fournitures	70 253	68 128	97 334	140 350	105 022
Entretien immobilier	7 900	8 658	6 900	22 219	18 970
Maintenance technique	19 874	12 085	19 090	29 457	19 472
Télécommunications	80 500	73 536	71 121	70 907	60 472
Informatique fonctionnement	60 982	70 683	0	3 319	0
Affranchissement	475 000	481 315	452 625	495 397	475 088
Locations immobilières	340 003	342 985	298 962	234 659	286 347
Frais de poursuites	199 993	348 923	224 130	199 557	169 076
Sécurité fonctionnement	5 048	7 587	18 234	18 233	36 587
autres dépenses de fonct	14 541	14 697	14 541	16 774	19 935
Sous total fonct courant	1 488 622	1 663 070	1 420 860	1 453 919	1 419 433
Frais de déplacement	171 738	165 219	153 000	153 376	132 675
Charges diverses de transport	10 700	10 880	10 700	13 597	10 914
Prestataires externes	7 000	28 815	9 172	23 029	20 000
Travaux immobiliers	90 568	193 947	106 776	263 167	176 055
Matériel logistique	28 808	68 243	15 727	63 663	5 000
Matériel informatique	2 500	31 246	0	4 575	98 948
Mobilier	22 041	64 193	47 497	154 238	37 055
Autres immobilisations	383	0	0	0	0
matériel de transport	0	32 200	0	0	0
Réserve	73 700	0	117 617	0	55 891
Total général	1 896 060	2 257 813	1 881 349	2 129 564	1 955 971

Puis la CGT s'est inscrite dans les débats à partir de la présentation par l'administration **de nombreux documents diaporamas remis au fur et à mesure** aux représentants du personnel.

L'administration a procédé aux évaluations en fin d'année, ces valeurs de cadrage servent de comparatifs avec les dépenses 2005.

Les fluides

Pour la CGT le budget initial semble insuffisant , mais est supérieur à celui de 2005. Elle s'est interrogée sur les variations importantes pour 3 postes : baisse de 61% pour Auxerre, hausse de 230% pour Sens Agglo et baisse de 45% pour Villeneuve sur-Yonne.

Pour cette rubrique l'administration a :

- diminué les crédits alloués aux postes qui ont dépassés le cadrage (5 % ou 10%)
- majoré de 5% les dépenses inférieures au cadrage
- reconduit les crédits dans les autres cas.

Pour Auxerre l'administration a précisé que les frais étaient pris en charge par la TG , pour Sens Agglo il s'agit d'une erreur (omission) de facturation de GDF .

Les imprimés

Pour la CGT, le budget est supérieur aux dépenses 2005 , mais on ne sait pas si certains renouvellent leurs stocks ,ni si d'autres l'avaient fait en 2005.

L'administration propose des crédits égaux au cadrage ou aux dépenses 2005 quand elles sont inférieures .

Les fournitures

Pour la CGT, on est très loin des dépenses 2005, mais c'est le même problème que pour les imprimés. On a une baisse de 35 000 euros touchant tous les postes , dont 20 000 euros pour la TG. D'autres part Guilbert semble bien plus cher que les promos dans les supermarchés.

L'administration a minoré toutes les dépenses de 20% .

Le téléphone

Pour la CGT, le budget semble notoirement insuffisant et ce n'est pas lié aux nouvelles installations.

L'administration a minoré toutes les dépenses de 10% .

L'affranchissement

Pour la CGT, les prévisions semblent notoirement insuffisantes pour ces dépenses incompressibles.

L'administration a au minimum reconduit les crédits ou les a majorés suivant la comparaison entre le cadrage et les dépenses.

Commentaire CGT sur ces premières lignes du budget : nous avons donc un budget de **799 000** euros comparé aux dépenses 2005 de **861 000** euros avec des baisses dans 22 postes et pour la TG , des hausses dans 5 postes.

Le nettoyage

Pour la CGT, les prévisions semblent correctes globalement avec des hausses qui compensent des baisses et un montant global supérieur aux dépenses 2005. Elle a demandé à l'administration pourquoi des postes n'ont plus de prévisions 2006. Est-ce en vue de la généralisation des contrats de nettoyage ?

Réponses : La gestion de agents de nettoyage est transférée au service RH et la rubrique n'enregistre plus que les prestations des entreprises, les titres des communes et les achats de produits d'entretien .

Un marché est en cours pour substituer une société de nettoyage aux prestataires locaux à partir de janvier 2007.

Frais de poursuites

Pour la CGT les crédits semblent notoirement insuffisants . Pourquoi les frais d'Auxerre EH sont-ils divisés par deux ?

Réponse : cette rubrique n'enregistre plus que les frais des huissiers de justice : les frais d'actes des huissiers du Trésor sont maintenant suivis par le service RH. Pour Auxerre EH , la mise en œuvre de l'OTD explique en partie cette diminution.

Le Fondé de pouvoir a même indiqué que l'on privilégiait les huissiers du Trésor. Pour la CGT, c'est une bonne nouvelle !!!!!!! à concrétiser car la pérennité des missions des huissiers du trésor n'est toujours pas assurée (voir communiqué du syndicat sur notre site suite à une rencontre avec la DGCP en tapant <http://www.tresor.cgt.fr/89>).

Maintenance

Compte tenu de la déconcentration des crédits de dépenses informatiques (évoquée plus haut) la rubrique maintenance technique concerne les prestations de maintenance du parc informatique et la rubrique matériel informatique enregistre les remplacements de matériel gérés par le CMIB de la TG.

Des postes expérimentent actuellement de nouvelles imprimantes, moins bruyantes et plus performantes. Il est prévu d'en donner une par poste, plus une pour certaines caisses, en tenant compte des étages et des services éloignés.

L'administration a indiqué que 4 rendez-vous seraient organisés avec les responsables de postes pour faire le point.

Commentaire CGT sur ces lignes du budget : Au total pour le fonctionnement charges courantes le budget est inférieur aux dépenses 2005 de près de 35 000 euros.

La CGT vous invite à faire part de vos besoins régulièrement, y compris en utilisant les registres hygiène et sécurité, et de nous signaler tout besoin et tout problème.

Dernière partie:

Les représentants du personnel n'avaient pas d'informations détaillées sur les frais de déplacement, les transports, les prestations externes , la réserve , les travaux , le matériel logistique et informatique , le mobilier. **Les crédits sont prévus sur la ligne TG.** C'est en cours de séance que l'administration nous a donné des informations détaillées .

La CGT n'a pas repris les demandes que nous avaient reformulées les postes puisque l'administration nous a communiqué en séance les réponses à nos questions .

De même, elle a indiqué qu'elle ferait, si besoin, des observations ultérieurement sur le contenu de ces nombreux documents fournis en séance.

Néanmoins, nous avons redemandé que chaque agent de **la Trésorerie Auxerre Banlieue** ait une clé, afin que la porte arrière du poste reste fermée, que chacun puisse entrer et sortir du poste le midi et le soir.

Et indiqué à nouveau que les crédits pour **les frais de déplacement** sont notoirement insuffisants. La CGT a redemandé une réévaluation, d'au moins 5000 euros comme le PM l'avait calculé, pour rembourser les déplacements à hauteur des frais réellement engagés par les personnels (3-4 KM par jour ça fait beaucoup de km sur une année et plus de 200 euros).

La CGT considère qu'il serait nécessaire d'installer **un panneau miroir** pour faciliter la visibilité à la sortie des véhicules de la TG.

Réponses de l'administration :

Une clé pour chaque agent d'Auxerre Banlieue poserait un problème de sécurité !!!!!
Quid des postes à digicode ou carte magnétique ?

La question de frais de déplacement poserait maintenant un problème d'équité de traitement avec les autres fonctionnaires !!!!!

En ce qui concerne la sortie de la TG , une étude est en cours sur la voirie à la mairie d'Auxerre .

A la demande de la CGT, souhaitant connaître le coût de la consultation du cabinet d'architecte pour l'ergonomie des postes, le Fondé de Pouvoir a indiqué environ **10 000 euros**.

La CGT a rappelé l'existence d'un ergonome au ministère, l'administration n'en avait pas connaissance !!!!!!!

3 – les opérations immobilières :

L'administration nous a remis en séance le calendrier de réalisation et de prévision des travaux dans les postes.

La CGT a demandé si compte-tenu de l'avancement des dossiers , les délais pour la réinstallation de la Trésorerie rue du Pont seront respectés .

Elle a indiqué que le document intitulé programmation immobilière pluriannuelle communiqué avec la convocation est très intéressant mais qu'il ne nous donne pas les échéances. C'est souvent le gros problème, par exemple pour Ancy le Franc, où les travaux de réfection des sols sont attendus depuis 3 ans, et où de nombreux fils jonchent le sol. Cela entraîne, bien entendu, le non changement du mobilier.

A Pont sur Yonne : les travaux semblent arrêtés . Que se passe -t-il ?
Etonnement de l'administration : les travaux sont en cours .

Un bilan détaillé a été fait sur les travaux de sécurité à Saint Florentin.

Une partie du logement de fonction du TPG sera transformée en bureau pour accueillir les agents des Domaines (7-8) qui arriveront début janvier 2007.

Les représentants des personnels ont voté contre les propositions de l'administration



Questions diverses :

Parkings : le Fondé de Pouvoir nous a répondu que très démocratiquement il avait décidé qu'après avoir retiré les places « réservées » (direction, IP , ATI , handicapé , service...) les places restantes seraient réparties par service, au prorata, et gérées par chaque chef de service.

Bonjour la concertation !!!!!

Horaires Vermenton : la CGT a fait part du souhait des agents d'avoir les horaires variables. Le fondé a répondu qu'une réforme globale était en cours pour l'ensemble des postes .

Quid ! quel projet va-t-on sortir des cartons ? Il ne sera sûrement pas à l'avantage des agents, ni conforme à leurs souhaits.

En fin de réunion , l'administration a répondu aux questions d'hygiène et de sécurité des agents de services posées par la CGT :

- Habilitation électrique avant de toucher à l'électricité
- Echafaudages aux normes et travaux en toute sécurité (peinture ...)
- Vêtements de travail, chaussures de sécurité et vestiaire pour chacun
- Prise en charge des frais de lunettes cassées au travail
- Existence du cahier hygiène et sécurité...

Siégeaient pour la CGT :

Nathalie FOURNILLON et Alain GUYADER (titulaires)
Mauricette COSTE et Régis HIVERT (suppléants)

Mise en place de la LOLF en 2006.

* Au niveau ministériel, la LOLF est présentée par missions, chaque mission est divisée en programmes dans lesquels les actions sont déclinées.

* La DGCP a pour mission la gestion et le contrôle des finances publiques, comme programme la gestion fiscale et financière de l'Etat et du Secteur Public Local (SPL) dans lequel cinq actions sont définies :

- ▶ fiscalité des particuliers et du SPL
- ▶ gestion financière Etat
- ▶ gestion de pensions
- ▶ gestion financière du SPL
- ▶ gestion des fonds déposés

S'ajoute une fonction de soutien (état major, RH, audit, dépenses de fonctionnement et d'investissements indivises).

* Au niveau départemental, il y a un Budget Opérationnel de Programme (BOP) dont le TPG est responsable. Le BOP comporte **un volet budgétaire** et **un volet performance**.

Il correspond à l'ensemble du budget du Trésor Public pour l'Yonne en 2006. Il s'élève à 16 955 921.24 € :

- ▶ 13 622 000.00 € (80,35 %) pour les dépenses de personnel,
- ▶ 1 955 971.00 € (11,50 %) pour les dépenses de fonctionnement
- ▶ 1 377 950.24 € (8,15%) pour celles d'investissement.

Le BOP répartit le budget par action avec comme clé de répartition les résultats de l'ORE.



Pour la CGT, avec le passage à la LOLF, c'est un bouleversement dans la gestion des finances publiques que nous connaissons. Désormais, on ne parle plus que de pilotage, de performance, d'efficacité, d'efficience. Tout ce qui se met en place dans nos services participe de cette logique.

Le passage d'une culture de moyens à une culture de résultats dégrade les conditions de travail et met à mal le service public.

La CGT réaffirme son opposition à la mise en œuvre de réformes dont l'efficacité se mesure à priori en terme d'emplois supprimés. Ces suppressions ne tiennent compte ni de l'évolution des charges de travail ni des besoins en formation.

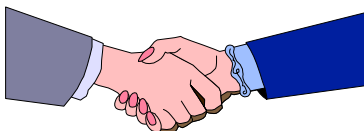
La CGT formule des revendications précises en matière d'efficacité sociale et de qualité de vie au travail. Ces critères devraient être pris en compte dans la politique ministérielle.

L'efficacité sociale aurait pour fonction d'assurer l'égalité des citoyens et des divers utilisateurs au regard de leurs droits et de leurs besoins.

BOP 2006

ACTION/SOUS-ACTION	Dépenses de personnel	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Total
ACTION 03				
Fiscalité des Particuliers et fiscalité directe locale	2 836 100.40	65 849.44		2 901 949.84
ACTION 05				
Gestion financière de l'Etat hors fiscalité	1 039 358.60	60 467.23		1 099 825.83
ACTION 06				
Gestion des pensions				
ACTION 07				
Gestion financière du secteur public local	8 152 767 .00	28 683.33		8 181 450.33
ACTION 08				
Gestion des fonds déposés	418 195.40			418 195.40
ACTION 09				
Soutien				
Sous action Dépenses de personnel exerçant des fonctions de soutien				1 175 578.60
	1 175 578.60			
Dépenses individualisées titres III et IV		1 800 971.00	1 377 950.24	1 175 578.60
TOTAL EN €	13 622 000.00	1 955 971.00	1 377 950.24	16 955 921.24

**Vous pouvez consulter le site internet local de la section CGT
Trésor de l'Yonne : taper <http://www.tresor.cgt.fr/89>**



Pour recevoir régulièrement toutes les informations CGT

directement et rapidement par intranet, il suffit de remplir le questionnaire ci-joint et de le retourner à Alain Guyader à la TG :

NOM

PRENOM

AFFECTATION

**accepte de recevoir des informations de l'organisation syndicale ci-dessus dans
la boîte électronique suivante: @cp.finances.gouv.fr
les envois pourront cesser sur simple demande de ma part.**

Fait à

le

BULLETIN D'ADHESION



Solidaire, pas solitaire : c'est ça le Syndicat CGT

Alors, je me syndique...

Nom :

Prénom :

Affectation :

Grade :

Indice :

**Date :
Trésor CGT.**

déclare adhérer au Syndicat National du

Signature :